

## LA CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE.

Toute victime d'une infraction pénale doit pouvoir obtenir réparation du préjudice subi : elle bénéficie donc d'un droit d'action civile, qu'elle peut exercer soit devant une juridiction civile (action en réparation traditionnelle fondée sur 1382 C.Civ.), soit devant une juridiction répressive : dans ce cas on parle de « constitution de partie civile ».

L'intérêt de demander réparation devant la juridiction répressive réside principalement dans l'efficacité de la procédure qui est plus rapide, moins coûteuse et plus simple que devant une juridiction civile (preuve plus faciles à réunir, avocat facultatif etc).

### **I. Les conditions à remplir pour se constituer partie civile.**

Quelque soit l'infraction pénale constatée ou la juridiction concernée par la procédure, la personne bénéficiant du droit de se constituer partie civile est précisément déterminée par la loi, qui limite ce droit à deux catégories de personnes : les victimes personnes physiques et certaines associations.

#### **A. être victime d'une infraction pénale.**

Dès lors qu'une personne a subi un préjudice liée à la commission d'une infraction pénale, elle a le droit de se constituer partie civile. On peut distinguer :

- la victime directe de l'infraction,
- ses ayants droits : lorsque la personne décédée ne s'est pas constituée partie civile et que l'action publique n'a pas été mise en oeuvre, ses héritiers ne peuvent le faire en son nom. Ils pourront uniquement faire valoir leur droit à réparation du dommage devant la juridiction civile.
- la victime mineure : ceux sont les parents, ses représentants légaux ou un administrateur ad hoc (en cas de conflit d'intérêts avec les premiers) qui doivent l'exercer en son nom.

#### **B. être une association habilitée par la loi.**

Certaines associations, énumérées aux articles 2 et suivants du Code de procédure pénale, peuvent se constituer partie civile en leur propre nom, sous certaines conditions (leur objet entre dans les cas prévus par la loi, atteinte aux intérêts qu'elles défendent, préjudice particulier résultant de cette atteinte, minimum cinq ans d'existence).

La jurisprudence accorde parfois ce droit à d'autres associations.

Les ordres professionnels et les syndicats sont également habilités à se porter partie civiles.

### **II. Comment se constituer partie civile ?**

Pour pouvoir se constituer partie civile, la victime doit au préalable être informée de cette possibilité (A). Si des poursuites ont été engagées, la victime peut prendre part à la procédure en se constituant partie civile: elle agit alors par voie d'intervention (B). En l'absence de poursuites par les autorités judiciaires, la victime peut décider d'engager elle même la procédure : elle agit alors par voie d'action (C). Dans les deux cas, la constitution de partie civile suppose pour la victime d'effectuer un certain nombre de démarches.

#### **A. Qui informe la victime de son droit de se constituer partie civile ?**

Pour exercer ses droits, la victime est au préalable informer de la possibilité de se constituer partie civile par quatre voies :

- les services de police :  
dans le cadre de l'enquête, qu'elle ai porté plainte ou non. les officiers ou les agents de police judiciaire informe la victime de :
  - son droit de se constituer partie civile,

- la possibilité d'être aidée par un service d'aide aux victimes,
- les modalités de saisine de la CIVI,
- la désignation facultative d'un avocat.

- le procureur de la république :

Le PR peut également saisir une association d'aide aux victimes, par téléphone, télécopie ou tout autre moyen, pour prendre contact avec la victime et l'accompagner dans ses démarches.

- le juge d'instruction :

Si la victime est identifiée, il doit l'en informer dès le début de l'information judiciaire (Art.80-3 CPP).

L'article 90-1 impose lui impose également d'informer la victime de l'état d'avancement de l'enquête tous les six mois (par lettre, au moment de son audition ou via les enquêteurs).

Lorsque la victime est identifiée pendant l'instruction, il l'en informe le plus rapidement possible.

- les juridictions de jugement :

Elle informe la victime de la possibilité de saisir la CIVI (mais ne vérifie pas si les conditions sont remplies).

## **B. La constitution de partie civile par voie d'intervention.**

La victime peut intervenir dans la procédure en se constituant partie civil auprès du juge chargé de l'information judiciaire si elle existe, soit auprès du juge chargé de juger l'affaire.

Elle peut également le faire au moment du dépôt de plainte (sous réserve de l'accord du PR. La CPC est consignée dans un procès verbal, qui suppose de pouvoir déterminer le montant des dommages et intérêts et de produire les justificatifs nécessaires).

### 1°) Devant une juridiction d'instruction.

La victime d'un **crime** ou d'un **délit** doit envoyer une lettre simple au JI (article 87 du CPP).

En cas de **contravention**, la victime ne peut pas se constituer partie civile.

### 2°) Devant une juridiction de jugement.

**En matière de crime**, la victime ne peut pas se constituer partie civile avant l'audience mais **uniquement lors de l'audience**, éventuellement par l'intermédiaire de son représentant, oralement ou par conclusions écrites, jusqu'à la clôture des débats.

**En matière de délit et de contravention**, il existe trois modalités de constitution de partie civile avant l'audience :

- par déclaration au greffe de la juridiction compétente ( Art.419, 420 CPP)
- par courrier recommandé
- lors de l'enquête de police (Art. 420-1 et 420-2 CPP).

Ces démarches doivent être effectuées dans un délai minimum de 24 heures avant l'audience.

La victime peut également se constituer partie civile **lors de l'audience**, éventuellement par l'intermédiaire de son représentant, oralement ou par conclusions écrites auprès du greffier, jusqu'aux réquisitions du ministère public sur le fond ou sur la peine en cas d'ajournement. (Art. 421 CPP pour les délits et 436 pour les contraventions).

## **B. La constitution de partie civile par voie d'action.**

La victime peut déclencher la procédure en se constituant partie civile soit auprès du juge chargé de l'information judiciaire soit auprès du juge appelé à juger l'affaire, le cas échéant.

### 1°) Devant une juridiction d'instruction.

**En matière de crime et de délit**, la victime peut se constituer partie civile en **déposant plainte devant le juge d'instruction** (plainte datée, signée, déclarant expressément sa constitution de partie civile et demandant les dommages et intérêts) Art.85 CPP. Elle doit obligatoirement verser une consignation (sauf

bénéficiaire de l'AJ – au moment de la plainte ou entre l'ordonnance de consignation et l'expiration du délai de versement de la consignation- ou dispense décidée par le JI. Art 88).

**En matière de contravention**, la victime ne peut se constituer partie civile, sauf réquisitions spéciales prises par le procureur de la république (Art. 4 et 79 CPP)

### 2°) Devant une juridiction de jugement.

Une victime de **crime** ne peut se constituer partie civile devant une juridiction de jugement (l'instruction étant obligatoire en matière criminelle)

Lorsqu'il s'agit d'un **délit ou d'une contravention**, la victime peut se constituer partie civile par la procédure de « **citation directe** » **contre la personne identifiée** comme auteur de l'infraction (Art. 392 et s. CPP pour les délits et 531 et s. pour les contraventions). Cette procédure permet à la victime (ou au parquet) de faire comparaître l'auteur directement devant le tribunal (de police ou correctionnel) pour obtenir des dommages et intérêts.

## **III. Quelles sont les conséquences de la constitution de partie civile ?**

Quelque soit le mode de constitution de partie civile (par voie d'action ou d'intervention), la victime acquiert le statut de partie civile c'est à dire la qualité de « partie privée au procès pénal ». En outre, en agissant par voie d'action, elle permet le déclenchement de l'action publique.

### **A. La victime acquiert la qualité de partie civile.**

Ce statut de partie civile donne à la victime des droits mais fait également naître des contraintes.

#### 1°) Les droits de la partie civile.

##### **a) Le droit à réparation.**

La victime peut demander au juge réparation de son préjudice.

La jurisprudence considère qu'une victime peut se constituer partie civile sans faire de demande de DI, seulement afin de renforcer l'exercice de l'action publique.

Le juge peut également octroyer des indemnités de comparution, de frais de voyage et de séjour, lorsqu'il s'agit d'un crime

##### **b) Le droit de se défendre.**

En tant que partie au procès, elle bénéficie du droit de se défendre.

##### - Pendant l'instruction :

- droit à la présence de son avocat lors de ses auditions,
- accès au dossier de la procédure par l'intermédiaire de son avocat,
- signification des actes importants à l'adresse déclarée (notamment ceux susceptibles d'une voie de recours),
- appel devant la chambre de l'instruction, des décisions lui faisant grief (ordonnance de refus d'informer, ordonnance de non lieu etc), dans les 10 jours de la notification de la décision litigieuse,
- pourvoi contre certains arrêts de la chambre de l'instruction.

##### - Devant le tribunal :

- droit à un interprète lorsqu'elle ne parle pas suffisamment français,
- droit à l'assistance d'un avocat (facultatif),
- droit à la production de preuves et poser des questions aux témoins (pas directement, seulement par l'intermédiaire du président),
- droit de déposer des conclusions,
- droit de consulter le dossier de la procédure sans l'assistance d'un avocat (jpd variable?)
- droit d'interjeter appel des jugements et de former des pourvois contre les arrêts. L'appel ne peut porter

que sur le montant des dommages et intérêts obtenus dans le cadre de l'action civile (jamais sur la sanction pénale).

***c) Droit à l'exécution d'actes et à la requête en annulation.***

Pendant l'information :

- droit de solliciter l'exécution de certains actes d'instruction et plus généralement, tous les actes nécessaires à la manifestation de la vérité (Art 81 al.9 CPP, liste des actes à l'article 81-2 CPP, expertise à l'article 156 al.1 CPP)
- requérir l'annulation des actes de l'instruction (Art 173 al.3 CPP)
- être informé de l'existence de ses droits lors de la première audition
- requête en annulation (art.173-1CPP).

**2°) Les contraintes du statut de partie civile.**

***a) L'obligation de déclaration d'adresse.***

Il s'agit d'une obligation pour la victime, qu'elle se constitue partie civile par voie d'action ou d'intervention. Elle doit fournir son adresse personnelle ou celle d'un tiers (avec son accord), où lui seront notifiés les actes de procédure.

Il ne s'agit pas d'une condition de recevabilité de la CPC mais cela permet de considérer que les notifications sont « faites à personne » (faisant courir le délai d'exercice des voies de recours).

Le défaut d'adresse entraîne défaut de notification dont la victime ne peut se plaindre.

***b) Droit d'être entendue mais l'impossibilité de témoigner.***

La partie civile ne peut témoigner sur les faits de l'infraction à l'origine du dommage, devant le juge d'instruction ou la juridiction de jugement : elle est seulement entendue à titre de renseignements c'est à dire sans prestation de serment.

***c) Le risque de condamnation en cas d'abus.***

En cas de non lieu du mis en examen, de relaxe du prévenu ou d'acquittement de l'accusé, la partie civile peut être condamnée civilement, voir pénalement :

- poursuite de la partie civile pour dénonciation calomnieuse (Art 226-10 CP).
- En cas de plainte avec CPC : amende civile, d'un montant maximal de 15.000€, prononcée par une décision motivée du juge d'instruction (sur réquisitions du PR) s'il estime abusive ou dilatoire la plainte avec CPC. La décision est susceptible d'appel de la partie civile mais également du PR si le juge ne suit pas ses réquisitions.
- En cas de citation devant un tribunal : amende civile dans les mêmes conditions, prononcée par le tribunal correctionnel ou de police, par le jugement de relaxe.

Il existe également des actions en réparation ouverte aux personnes injustement mises en cause par une partie civile (Art 1382 C.Civ. ; action en dénonciation téméraire ; etc)

**B. Le déclenchement indirect de l'action publique (« effet pénal de l'action civil »).**

Il résulte uniquement de la constitution de partie civile par voie d'action.

C'est pour cela que la jurisprudence a admis les actions civiles sans demande de dommages et intérêts.

Attention : le désistement de la partie civile (elle est régulièrement convoquée mais ne comparaît pas ou n'est pas représentée lors de l'audience, après mise en mouvement de l'action publique, est sans conséquence sur l'action publique elle même, qui continue. Le mis en cause ne pourra pas être condamné au paiement de dommages et intérêts devant la juridiction pénale. Mais la victime pourra agir devant le tribunal civil.